

CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL ET TECHNIQUE (CCFT)

**MARCHE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES TRAVAUX DE MISE A
NIVEAU DE LA SURETE BATIMENTAIRE DE FRANCE TRAVAIL GRAND EST**

N° DE CONSULTATION 2024/GDE/SAM/10

CCFT	Cahier des charges fonctionnel et technique	DAM
		Page : 1 / 9

Sommaire

1. OBJET DU MARCHÉ	3
1.1. Libellé et description du marché	3
1.2. Périmètre du marché	3
1.2.1. Préambule	3
1.2.2. Périmètre géographique	3
2. VOLUMETRIE	3
3. Modalités d'intervention	4
3.1. Pour les travaux	4
3.1.1. Prérequis	4
3.1.2. Compétences requises	4
3.1.3. Durée de la prestation	4
3.2. Attentes particulières vis-à-vis du titulaire	5
3.2.1. Coordination avec les équipes France Travail et les différents corps d'état	5
3.2.2. Plan de progrès	5
3.2.3. Devoir de conseil	5
3.2.4. Devoir d'information	5
4. Description DÉTAILLÉE des prestations attendues	5
4.1. Objectif des prestations	5
4.2. Caractéristiques et modalités d'exécution des prestations	5
4.2.1. Forfait d'état des lieux de site	5
4.2.2. Forfait de gestion de travaux	6
4.2.3. Forfait d'accompagnement administratif	7
5. OPÉRATIONS DE CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITÉ DES PRESTATIONS	7
5.1. Contrôles à la charge du titulaire	Erreur ! Signet non défini.
5.2. Contrôles réalisés par France Travail	Erreur ! Signet non défini.

1. OBJET DU MARCHE

1.1. LIBELLE ET DESCRIPTION DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'équipement et la conduite de travaux auprès des équipes immobilières régionales de France Travail dans le cadre du programme de mise à niveau de la sûreté bâtimementaire des sites de la région.

Ces prestations du présent lot "Assistance à maîtrise d'ouvrage" intègrent notamment :

- La réalisation d'états des lieux de sites ;
- La coordination des prestataires et des travaux liés à ce programme de mise à niveau bâtimementaire des sites ;
- L'accompagnement dans les démarches administratives.

Les prestations sont réalisées tant dans les locaux de France Travail que dans les locaux du titulaire.

1.2. PERIMETRE DU MARCHE

1.2.1. Préambule

France Travail s'est engagé début 2019 dans une démarche globale de renforcement de ses dispositifs de sûreté, en cohérence avec la politique de continuum de sécurité promue par l'État. Un plan d'action est en cours de mise en place sur l'ensemble des dimensions : partenariat, veille, procédures, équipement et développement d'une culture et des compétences sûreté au sein de France Travail.

Dans ce cadre, un programme de renforcement des équipements de sûreté des sites de France Travail a été défini. Il comprend deux principaux volets :

- Les systèmes technologiques de sûreté (vidéo protection, anti-intrusion, alerte, contrôle d'accès) ;
- La sûreté bâtimementaire.

Ce second volet suppose la réalisation d'un certain nombre de travaux de mise à niveau en matière de sûreté bâtimementaire des sites qui font l'objet d'un marché séparé.

À titre indicatif, le programme de remise à niveau de la sûreté bâtimementaire des sites concerne l'ensemble des sites de France Travail Grand Est soit 82 sites. Les travaux s'étaleront sur quatre ans soit jusqu'au 31/12/2027 pour le dernier site traité.

Le titulaire du présent lot est tenu de prendre connaissance dans son intégralité du CCFT dispositions communes ainsi que des CCFT des lots techniques (lots 1 à 20) sur lesquelles ses prestations porteront. Ainsi, il disposera de toutes les mesures générales et particulières entraînant des incidences sur la constitution de son prix. Il ne pourra augmenter les prix indiqués au bordereau des prix sous prétexte que les renseignements dont il s'est entouré étaient incomplets.

1.2.2. Périmètre géographique

Le périmètre géographique de ce marché est la région Grand Est, décomposée en lots géographiques.

La liste des adresses postales des sites concernés est communiquée en annexe 1 du présent CCFT.

Les sites concernés seront précisés dans chaque bon de commande.

2. VOLUMETRIE

Le nombre de sites France Travail concernés est le suivant :

N° de lot	Intitulé du lot	Nombre de sites
Lot n°1	AMO - Départements 67/68 (bas-rhin et haut-rhin)	15 sites
Lot n°2	AMO - Départements 54/88 (meurthe et moselle et Vosges)	12 sites
Lot n°3	AMO - Départements 55/57 (meuse et moselle)	13 sites
Lot n°4	AMO - Départements 08/10/51/52 (ardennes, aube, marne et haute-marne)	17 sites

La liste des sites est jointe en annexe 1 du présent CCFT.

3. MODALITES D'INTERVENTION

3.1. POUR LES TRAVAUX

3.1.1.Prérequis

France Travail veille à fournir au Titulaire du marché l'ensemble des documents non-confidentiels que le Titulaire estimera comme pertinents à la bonne exécution des travaux.

3.1.2.Compétences requises

Pour réaliser cette mission (tant sur la prestation socle, que sur les prestations conditionnelles ou complémentaires), France Travail préconise de s'appuyer sur une équipe disposant des connaissances et compétences suivantes.

Cela inclut notamment, sans s'y limiter, une excellente compréhension des missions et des besoins de France Travail et des enjeux portés par les directions régionales, ainsi que les compétences suivantes, qui ne sont pas limitatives :

- Expertise en matière de coordination, en intervention multisites ;
- Expertise en sûreté bâimentaire et immobilier ;
- Expertise en réglementation d'urbanisme et des copropriétés ;
- Compétences solides en matière d'animation et de gestion de projets ;
- Capacité à synthétiser les problématiques et à définir des solutions ;
- Capacité à challenger et à être force de proposition ;
- Capacité à co-construire avec les équipes France Travail et à coordonner et travailler en équipes mixtes (interne/externe, différents prestataires externes).

Le dispositif d'accompagnement proposé doit répondre aux exigences de qualité et d'efficacité attendues sur l'ensemble des livrables, tout en mobilisant un nombre de ressources cohérent avec l'envergure de la mission. Une stabilité des équipes est également attendue. Le CV des intervenants sera fourni. En cas d'absence de résultat constatée par France Travail, le titulaire devra procéder à une modification de l'équipe dans les meilleurs délais.

3.1.3.Délai d'intervention et durée de la prestation

Le délai d'intervention sur site est de 15 jours maximum après réception de la commande.

3.2. ATTENTES PARTICULIERES VIS-A-VIS DU TITULAIRE

3.2.1.Coordination avec les équipes France Travail et les différents corps d'état

Le titulaire se coordonne avec les équipes France Travail tout au long du projet. Il est attendu de sa part qu'il vérifie auprès de France Travail les horaires d'ouverture des sites et adapte en conséquence ses horaires d'intervention. Il est attendu qu'il vérifie aussi auprès des équipes France Travail la possibilité pour lui d'intervenir sur les dates qu'il cible et qu'il se coordonne avec les autres corps d'état, de manière à limiter le plus possible les nuisances sonores et les durées de travaux sur le site.

3.2.2.Plan de progrès

De même, le titulaire s'engage à présenter à France Travail, à la demande de celui-ci, un plan de progrès dont l'objectif est l'optimisation des prestations. En particulier, tout ce qui peut concourir à la réduction des délais de préparation des chantiers et d'intervention doit faire l'objet d'un plan de progrès.

3.2.3.Devoir de conseil

Le titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller France Travail sur les modalités d'exécution des prestations. Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en œuvre, les modalités d'approvisionnement, plus spécifiquement sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts. Cela englobe aussi les éléments concernant la démarche environnementale qu'il est possible de mettre en place.

3.2.4.Devoir d'information

Le titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs à la direction régionale de France Travail de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur, de son processus de production. Cette information prendra la forme d'une note communiquée à l'interlocuteur régional France Travail.

4. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES

4.1. OBJECTIF DES PRESTATIONS

Les prestations décrites dans ce cahier des charges fonctionnel et technique ont pour finalité d'épauler les équipes régionales de France Travail dans la mise à niveau bâtementaire des sites sous leur responsabilité. L'objectif est de fournir aux équipes France Travail l'ensemble des éléments leur permettant de prendre les décisions adéquates et de remplir les objectifs et les travaux de mise à niveau des sites fixés par la Direction du management des risques et sécurité (DMRS) de France Travail.

4.2. CARACTERISTIQUES ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Dans le cadre de la mise à niveau bâtementaire de ses sites, France Travail souhaite faire appel à un prestataire externe en capacité d'effectuer le pilotage, les études et le suivi associés à ces travaux, sous forme d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Chaque site nécessite une approche singulière compte tenu de son implantation (rurale ou urbaine), de sa localisation, ou d'éléments spécifiques (partage dans une copropriété ou dans un ensemble partagé, quel que soit le type d'établissement), de ses aménagements intérieurs mais aussi de contraintes ou règlements locaux.

4.2.1.Forfait d'état des lieux de site

Dans le cadre de l'élaboration du programme de mise à niveau bâtementaire des sites, les équipes régionales immobilier de France Travail, en lien avec les équipes sûreté réalisent des états des lieux de site permettant de définir le projet associé à chaque site. Cet état des lieux est formalisé au travers d'une checklist qui définit la situation actuelle du site et les actions à mettre en œuvre pour pouvoir

bénéficier d'un site dit "en situation cible" par rapport au guide équipements sûreté, référence en matière de mise à niveau bâtementaire des sites.

Dans ce cadre, les équipes France travail souhaitent pouvoir bénéficier de l'appui d'une assistance à maîtrise d'ouvrage qui aura notamment pour mission de :

- Participer à la visite de site, en présence du chargé d'opérations immobilières et du chargé de sécurité France Travail du site concerné, conformément au planning proposé par les équipes régionales de France travail. Les rendez-vous sont pris par les équipes France Travail auprès du site concerné.
- Compléter la check liste en lien avec les équipes des sites concernés, les équipes sûreté et les équipes métier ; la check liste est communiquée en Annexe 2 du présent CCFT.
- Identifier les plans d'action bâtementaire à mettre en œuvre ;
- Réaliser une première estimation financière du projet de site au regard des marchés existants ou à défaut sur la base des prix du marché ;
- Faire les plans de situation cible (après projet) sur la base des plans actuels du site (format DWG et format PDF) ;
- Rédiger le dossier de site qui permettra aux instances de valider le projet et le réajuster le cas échéant (jusqu'à 2 mises à niveau du dossier de site peuvent être demandées au titulaire).

À noter que le dossier de site est composé des documents suivants :

- Checklist complétée d'un point de vue fonctionnel, technique et financier ;
- Plans avant et après travaux ;
- Support Powerpoint de synthèse.

Les livrables attendus sont donc :

- La checklist complétée sur les aspects fonctionnels, techniques et financier ;
- Les plans en situation cible au format DWG et au format PDF ;
- Le support PowerPoint de synthèse sur la base de la trame communiquée par France Travail.

À titre d'information, la durée de la prestation est estimée en moyenne à 3 jours ouvrés pour un périmètre concernant 1 site.

4.2.2. Forfait de gestion de travaux

Dès lors que l'état des lieux est réalisé, que le projet de site est défini et validé par les instances de gouvernance, il convient de le mettre en œuvre. Pour ce faire, les équipes régionales Immobilier de France Travail souhaitent bénéficier d'un appui opérationnel pour l'exécution des travaux qui aura pour missions :

- Élaborer le planning projet (études, autorisations, approvisionnement, réalisation, réception) ;
- Solliciter les titulaires des marchés bâtementaire de France travail pour établir des devis sur la base des marchés existants ou des partenaires habituels en vue de mettre en œuvre la mise à niveau bâtementaire telle que validée par les instances France travail ;
- Garantir la cohérence des devis remis ;
- Planifier les interventions travaux en site France travail au regard du planning et de la disponibilité des entreprises ;
- Coordonner, suivre la mise en œuvre des travaux et apporter la visibilité sur le déroulement aux équipes France travail ;
- Réaliser un reporting sur l'état d'avancement des travaux ;
- Participer à la recette des travaux par corps d'état pour l'ensemble des sites de la région ;
- Mettre en place et actualiser un tableau de suivi de l'avancement des travaux sur site ;
- Participer aux réunions avec des entreprises de travaux et / ou les équipes France travail.

- Les livrables attendus sont donc : La fiche d'information et de suivi de site - mise à jour hebdomadaire – format à définir entre France travail et le titulaire ;
- Le planning de déploiement et de travaux pour chacun des sites (mise à jour régulière à charge du titulaire) ;
- La synthèse des devis et l'actualisation des coûts du projet en conséquence ;
- Tableau de bord hebdomadaire consolidant l'ensemble des sites de la région en cours de travaux. La production de ce tableau de bord commun est due dans le cadre de l'exécution des forfaits individuels par site ;
- Animation des points d'échange hebdomadaires avec les équipes France travail (élaboration des supports des réunions) ;
- Comptes rendus des réunions (à produire et communiquer à France travail sous 2 jours ouvrés maximum) ;
- Synthèse mensuelle consolidée pour l'ensemble des sites de l'avancée des travaux par corps d'état avec signalement des retards.

Ces prestations font partie du périmètre de suivi du titulaire.

4.2.3. Forfait d'accompagnement administratif

Pour réaliser les travaux, les équipes régionales immobilières de France Travail devront régulièrement réaliser des demandes d'autorisation de travaux auprès d'institutionnels ou de bailleurs. Un support dans ces démarches sera demandé le cas échéant au titulaire de ce lot au travers des missions suivantes :

- Rédiger les demandes d'autorisation d'urbanisme auprès des mairies ;
- Rédiger le dossier de demandes d'autorisations de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) auprès des collectivités, y compris rédaction des notices, plans et livrables demandés par les différentes commissions pompiers, accessibilités etc.

Les livrables attendus sont donc :

Pour le forfait accompagnement urbanisme

- Le dossier de demande de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) ;
- Le dossier de demande d'autorisation d'urbanisme ;
- La notice sécurité ;
- La notice PMR ;
- L'établissement des plans sous format AUTOCAD y compris relevés sur site (y compris éventuelle mise à jour des plans existants)

À titre d'information la durée de la prestation est estimée en moyenne à 2 jours ouvrés et le périmètre concerne 1 site.

Pour le forfait accompagnement copropriété

- Le dossier de demande d'autorisation de travaux au bailleur et syndicat de copropriété ;
- La prise en charge des réponses aux éventuels retours de nos bailleurs et syndicat de copropriété ;

À titre d'information, la durée de la prestation est estimée en moyenne à 2 jours ouvrés et le périmètre concerne 1 site.

5. OPÉRATIONS DE CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITÉ DES PRESTATIONS

Afin de contrôler le respect des engagements contractuels, France Travail se réserve le droit de demander, en cours d'exécution du marché, toutes les informations qu'il jugerait utiles au suivi de l'exécution des prestations prévues au présent marché.

France Travail se réserve également la possibilité d'effectuer des contrôles de la qualité d'exécution des prestations, sur les lieux d'exécution du marché.

6. MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHÉ

6.1. INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE AUPRÈS DE FRANCE TRAVAIL

Le titulaire de chaque lot désigne dans sa proposition technique un représentant qui est l'interlocuteur privilégié de France Travail pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations. Il est en lien avec l'acheteur qui assure le suivi de l'exécution contractuelle du marché au service des achats-marchés de France Travail.

Le titulaire met également à disposition de France Travail une équipe dédiée pour traiter des questions liées à la gestion opérationnelle des prestations.

Pour ce qui concerne le contrôle de la conformité technique des prestations, l'équipe dédiée du titulaire est en lien avec le chargé d'opération en charge du marché au service immobilier à la Direction régionale de France travail Grand est et le responsable de l'équipe technique du service immobilier à la direction régionale.

6.2. INTERLOCUTEURS DE FRANCE TRAVAIL AUPRÈS DU TITULAIRE

Les interlocuteurs du titulaire au sein de France travail sont :

- Un représentant du service immobilier régional ;
- Un représentant du service sécurité régional ;
- Un représentant du service achats-marchés régional ;

Les noms, coordonnées, rôles, périodicité et objet de leurs interventions seront communiqués lors de la réunion de lancement du marché.

6.3. INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

- Une **réunion de lancement** du marché réunissant les représentants du titulaire du présent marché et les interlocuteurs de France travail, cités aux articles 6.1 et 6.2 ci-dessus, est organisée après la notification du marché. Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel. Lors de la réunion de lancement, le représentant du titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle des prestations. Cette réunion de lancement a lieu dans les [10] jours ouvrés suivant la notification du marché.

Cette réunion de lancement est associée à une **réunion technique** visant à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations.

- Des **réunions techniques périodiques**, *a minima* trimestrielles ou sur demande de France travail, se tiendront avec les titulaires :

Sur la réalisation des prestations attendues :

- **Une réunion de bilan annuel** permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées. Lors de cette réunion, France travail informe le titulaire des projets de réaménagement envisagés pour l'année et des sites concernés.
- **Une réunion de clôture** permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles si une prestation de ce type venait de nouveau à être demandée par France travail, partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées.

Les invitations aux réunions sont envoyées par mail. Les comptes rendus des réunions sont établis par le titulaire, transmis à France travail dans les 2 jours ouvrés qui suivent les réunions, et validés par France travail.